

67793
4 décembre 1978

Institut africain de formation technique supérieure et de recherches

CRITERES A OBSERVER POUR LE CHOIX DE L'EMPLACEMENT DE L'INSTITUT

- Documents de référence :
1. Rapport de la mission d'étude préliminaire (Document PAMN/ED/55) paragraphes 282, 283, 288 et 289.
 2. Document PAMN/ED/58 relatif aux obligations du pays d'accueil.

On trouvera ci-après les critères mis au point par le secrétariat qu'il conviendra d'observer pour le choix de l'emplacement du siège de l'Institut envisagé. Lorsqu'il sera procédé au choix de l'établissement et du pays d'accueil, il conviendra tout particulièrement de tenir compte des avantages qu'ils présentent.

A. Etablissement d'accueil

1. Il s'agira d'un établissement d'enseignement, et de préférence d'un collège de technologie ou d'une école polytechnique disposant d'une infrastructure et d'autres moyens de formation satisfaisants qui permettront d'assurer le fonctionnement de l'Institut ainsi que sa mise en service le plus rapidement possible.
2. L'établissement d'accueil aura une expérience considérable en matière de planification et d'organisation de stages de formation destinés à des techniciens ou dans le domaine des programmes de formation destinés aux enseignants du technique et il disposera de moyens lui permettant de dispenser des cours dans les disciplines suivantes :
 - Génie civil et bâtiment
 - Electrotechnique et électronique
 - Construction mécanique et organisation de la production
 - Génie agricole
 - Formation d'instructeurs techniques
3. Il conviendrait de pouvoir disposer au sein de l'établissement, ou à proximité, d'un laboratoire de langues afin de permettre une formation accélérée en anglais et en français.
4. L'établissement sera autonome ou semi-autonome, ce qui facilitera les innovations et les expérimentations en matière de mise au point de programmes de formation et de recherche.

5. Il disposera d'une bibliothèque satisfaisante spécialisée dans les domaines de l'enseignement technique et de la gestion.
6. L'établissement sera doté d'un corps enseignant expérimenté et d'un personnel ayant les qualifications requises.
7. Les voies de communication (air et route, chemin de fer, mer) permettront d'avoir aisément accès à l'établissement d'accueil.
8. L'expérience de l'établissement en matière de collaboration avec l'industrie sera de nature à faciliter la formation industrielle des étudiants.
9. L'établissement présentera l'avantage de faire partie d'un ensemble institutionnel de nature à favoriser la coopération dans les domaines de l'échange de personnels, de la recherche et de la documentation.
10. En raison de la grande superficie dont dispose actuellement l'établissement, ou de la proximité d'un site approprié, il sera possible de construire des bâtiments et ateliers supplémentaires.
11. Les enfants du personnel de l'Institut devront avoir aisément accès aux établissements d'enseignement primaire et secondaire ainsi qu'aux services médicaux.

B. Pays d'accueil

12. Les politiques du pays d'accueil en matière de formation seront de nature à faciliter la formation industrielle et pratique indispensable aux étudiants de l'Institut.
13. L'infrastructure industrielle du pays d'accueil sera suffisamment diversifiée pour permettre de renforcer la formation dispensée dans les différentes disciplines envisagées et assurer au personnel et aux étudiants la possibilité d'acquérir une expérience industrielle et pratique et de s'intéresser à la recherche.
14. Le pays hôte s'acquittera entièrement des obligations prescrites dans le Document PAMM/ED/58 joint ci-après.
15. Le pays d'accueil accorde à l'Institut le statut d'institution intergouvernementale autonome habilitée à dispenser des cours inédits et à délivrer des certificats et des diplômes qu'il aura établis, ou lui accordera le statut d'établissement supérieur associé reconnu par les autres Etats membres.
16. Le pays d'accueil fournira temporairement les salles de classe, les ateliers, les locaux destinés au personnel et les bâtiments indispensables à l'Institut jusqu'au moment où les bâtiments permanents de l'Institut auront été construits.

17. Il mettra gracieusement à la disposition de l'Institut un terrain.
18. La contribution financière qu'il versera pour assurer le fonctionnement de l'Institut représentera de 20 à 25 p. 100 du budget de fonctionnement annuel de l'Institut comme cela a été recommandé par la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts chargée d'étudier la question de la création de l'Institut.

Distr.
LIMITEE

PAH/ED/58
Octobre 1978

FRANCAIS
Original . ANGLAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
ADDIS-ABEBA

INSTITUT AFRICAIN DE FORMATION TECHNIQUE SUPERIEURE ET DE RECHERCHES

OBLIGATIONS DU PAYS D'ACCUEIL

L'aperçu ci-après des moyens et des conditions d'accueil qui doivent exister dans le pays appelé à recevoir l'Institut de formation supérieure envisagé se fonde sur les privilèges normaux et les dispositions auxiliaires spéciales dont la plupart des institutions de formation et de recherches africaines, régionales et multinationales, bénéficient dans les pays qui les accueillent. Les conditions esquissées ici seront par la suite présentées de manière plus détaillée pour être incorporées dans l'acte constitutif de l'Institut, selon ce que les Etats africains, en leur qualité de signataires de l'acte constitutif portant création de l'institut auront pu approuver. Le choix de l'endroit où l'Institut sera établi sera déterminé essentiellement en fonction des critères techniques et économiques, qui ont été exposés de manière détaillée dans le rapport de l'étude préliminaire, en sorte que le choix de l'emplacement le plus approprié entre les pays qui disposent des moyens voulus est limité, mais il est nécessaire d'avoir les offres concrètes des pays d'accueil éventuels. Les mêmes considérations sont applicables dans le cas de l'examen des conditions à prévoir pour les branches sous-régionales de l'Institut.

A. Privilèges et immunités

1. Accès et résidence

Les droits d'entrée, de séjour, de transit et de sortie à accorder par le pays d'accueil en liaison avec l'exercice de leurs fonctions officielles sont garantis aux personnes suivantes :

- a) Personnel international de l'Institut et les familles.
- b) Membres du Conseil d'administration de l'Institut et du Comité consultatif.
- c) Personnes autres que les fonctionnaires de l'Institut effectuant des missions officielles pour l'Institut.
- d) Toutes personnes invitées à l'Institut par le Directeur.
- e) Participants aux programmes de formation, aux séminaires et autres réunions de l'Institut.

f) Stagiaires non-ressortissants du pays d'accueil.

II. Immunité juridique

- a) Exemption de toutes formes de poursuites judiciaires.
- b) Inviolabilité du siège, des biens et des archives de l'Institut.
- c) Exemption au bénéfice des biens de l'Institut de toutes formes de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation et de toute ingérence, quelle qu'elle soit.
- d) Droit d'acquérir et de céder de biens meubles et immeubles.
- e) Exemption au bénéfice des biens, avoirs, revenus et autres transactions de l'Institut de toutes formes d'impôts et droits de douane, d'interdictions et de restrictions frappant l'importation et l'exportation de tout article importé ou exporté par l'Institut à l'occasion de ses fonctions.

III. Communications et transports

- a) Octroi des privilèges diplomatiques pour les communications et la valise diplomatique officielles de l'Institut.
- b) Exemption de toute censure au bénéfice de la correspondance officielle de l'Institut, de ses publications, de ses documents, de ses cartes, de ses films cinématographiques, de ses enregistrements sonores, de ses auxiliaires pédagogiques scientifiques et de ses matériels prototypes.
- c) Droit de faire usage d'un code et d'expédier et de recevoir toute correspondance officielle sans restriction.

IV. Privilèges individuels des fonctionnaires de l'Institut

- a) Les fonctionnaires de l'Institut doivent bénéficier de l'immunité contre toute poursuite judiciaire à l'occasion de leurs moyens d'expression, parlés ou écrits, et de leurs actions dans l'exercice de leurs fonctions officielles.
- b) Immunité contre toute arrestation et détention.
- c) Immunité contre toute saisie de leurs bagages personnels et officiels.
- d) Exemption de tout impôt sur les traitements et autres émoluments qui leur sont versés par l'Institut.

- e) Immunité contre toutes obligations du service national.
- f) Immunité contre les restrictions à l'immigration et l'enregistrement pour les fonctionnaires et leur famille.
- g) Privilèges en matière de rapatriement en cas de crise, pour les fonctionnaires, leur famille et leurs effets personnels.
- h) Exemption au bénéfice des fonctionnaires non-ressortissants du pays d'accueil de tout impôt direct sur les revenus acquis hors du pays d'accueil.
- i) Octroi du droit d'importer en franchise de douane dans un délai de 12 mois après l'entrée en fonction à l'Institut, d'une automobile, des meubles et tout matériel utile, et de remplacer l'automobile après un certain nombre d'années spécifié.

B. Services publics et hébergement

I. Services publics

Les autorités compétentes du Gouvernement pourvoient, au bénéfice de l'Institut, à tous les services dont le Directeur peut faire la demande, à savoir eau, électricité, gaz, postes, téléphone, télégraphe, transports, système d'égout, ramassage des ordures, protection contre l'incendie, etc. à des tarifs acceptables.

II. Logement et locaux institutionnels

- a) Fournir des logements convenables, pour un loyer acceptable, au personnel international de l'Institut qui n'est pas hébergé dans les locaux résidentiels de l'Institut.
- b) En attendant la construction du pensionnat de l'Institut, fournir des appartements et autres réfectoires pour l'hébergement des étudiants de l'Institut, des logements suffisants à l'intention des étudiants, dont le loyer et la qualité seront comparables à ce qui est consenti aux universités nationales du pays d'accueil.
- c) Offrir, à titre gracieux, la possibilité d'utiliser les bâtiments et autres installations utiles de l'institution d'accueil aux fins du fonctionnement efficace de l'Institut.

III. Terrain pour les locaux de l'Institut

Fournir, à titre gracieux, les terrains nécessaires aux locaux actuels et futurs de l'Institut, dont cours de récréation, jardins, fermes expérimentales, ateliers de production, voies d'accès et parcs.

C. Coopération institutionnelle

I. Installations d'enseignement, de formation et de recherches

Donner les autorisations nécessaires et prendre les dispositions législatives et matérielles pour permettre aux institutions et services nationaux d'enseignement, de formation et de recherches de coopérer avec l'Institut, à titre régulier, pour la mise en oeuvre de son programme de formation et de recherches, y compris l'autorisation permettant à l'institut de faire usage des moyens nationaux d'enseignement et de formation appartenant au réseau des institutions de formation régionales et sous-régionales qui participent à la mise en oeuvre du programme de l'Institut.

D. Subvention spéciale de soutien

I. Subvention annuelle

Outre sa contribution annuelle aux dépenses administratives et aux programmes de l'Institut, selon ce que le Conseil d'administration aura pu déterminer, le pays d'accueil pourvoit aux services auxiliaires à fournir à l'Institut par ses ressortissants, tels que employés de bureaux, personnel d'administration, de comptabilité et autre, de même qu'au loyer des installations nécessaires. L'effectif du personnel auxiliaire et le montant des loyers sont déterminés à l'avance et font l'objet d'un accord avec l'Institut; les fonds correspondant aux frais qu'impliquent ces services auxiliaires spéciaux sont versés chaque année au début de l'exercice de l'Institut. Ces services auxiliaires spéciaux ne correspondent pas à moins de 200 000 dollars des Etats-Unis et à plus de 250 000 dollars des Etats-Unis par an.

- II. Toute autre offre de soutien que le Gouvernement peut désirer faire en vue d'accueillir l'Institut sous la forme d'un don renouvelable ou d'une somme globale versée en une seule fois.